

Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation

2ème Bureau

ND/BG

Le Préfet de la Meuse,

MINUTE

88.2419

Arrêté n° 2473-5/88

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

Vu la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, pris pour l'application de la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et du titre 1er de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution, notamment son article 18,

Vu le décret n° 87-279 du 16 avril 1987 relatif aux conditions d'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, aux installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la loi n° 76-629 du 10 juillet 1976 relative à la protection de la nature, ensemble le décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 pris pour son application, notamment son article 2,

Vu l'instruction ministérielle du 6 juin 1953 relative au rejet des eaux résiduaires par les établissements dangereux, insalubres ou incommodes,

Vu la loi n° 61-842 du 2 août 1961 relative à la lutte contre les pollutions atmosphériques et les odeurs,

Vu l'instruction ministérielle du 21 Juin 1976 relative au bruit des installations classées, complétée et modifiée par la circulaire ministérielle du 20 septembre 1985 pour l'application de l'arrêté du 20 août 1985 relatif aux bruits aériens émis dans l'environnement par les installations classées,

Vu la directive du 24 juin 1982 du Conseil des Communautés Européennes, concernant les risques d'accidents majeurs de certaines activités industrielles, notamment ses articles 5 et 9,

Vu l'instruction interministérielle du 12 juillet 1985 relative aux plans d'intervention en cas d'accidents liés aux risques technologiques,

Vu l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet 1976, modifié les 27 août 1981, 7 décembre 1983 et 6 août 1984, autorisant la S.A. I.C.I. FRANCE à exploiter à VERDUN, une usine de fabrication de produits chimiques,

....

Vu l'arrêté préfectoral n° 2473-4 du 30 avril 1987, stipulant que la Société ICI FRANCE est tenue de réaliser une étude de dangers relative à ses installations de stockage de chlore autorisées par l'arrêté préfectoral n° 2473 du 5 juillet modifié précité,

Considérant que l'étude des dangers a mis en évidence des insuffisances
Sur proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

/ / - R R E T E

ARTICLE PREMIER.- En application de la directive communautaire du 24 juin 1982, la Société ICI FRANCE est tenue de réaliser les prescriptions suivantes destinées à prévenir les risques représentés par son dépôt de 200 t de chlore situé à VERDUN, Z.I. de BALEYCOURT.

TITRE I - Aménagement - Disposition visant à réduire l'occurrence

1) Toute enceinte qui peut être isolée par deux robinets devra comporter :

a) un ensemble comprenant :

- un robinet d'isolement plombé ouvert
- un disque de rupture taré au plus à 90 % de la "pression de calcul" de l'enceinte
- un 2ème disque de rupture taré au plus à la "pression de calcul" de l'enceinte,
- une soupape de limitation de débit entre les deux disques tarée à la pression du 1er disque, installée sur les lignes :

- . de transfert du dépotage du chlore liquide vers les réservoirs,
- . de transfert du chlore liquide des réservoirs vers les réacteurs,

cette soupape devra être protégée contre le retour d'humidité.

- un détecteur de fuite entre les disques de rupture

b) un dispositif d'alarme de pression haute, indicateur de pression :

Il pourra être muni d'un robinet d'isolement plombé ouvert.

c) un manomètre indicateur :

Il pourra aussi être équipé d'un robinet d'isolement plombé ouvert.

.../...

Ils devront permettre les déplacements de la canalisation dus aux variations de la température et aux mouvements éventuels du terrain.

Les dispositifs de fixation devront être conçus pour éviter toute entrée d'humidité sous le calorifuge.

3) Agressions extérieures

a) L'usine devra être équipée d'un réseau de télésurveillance. Des caméras seront orientées en permanence vers les stockages de liquides inflammables ($PE < 100^{\circ} C$).

b) L'exploitant étudiera la possibilité d'installer un réseau de détection incendie au voisinage de toutes les installations contenant des liquides inflammables ($PE < 100^{\circ} C$) ou des liquides peu inflammables chauffés à une température supérieure à celle de leur point éclair. Les résultats seront présentés à l'Inspecteur des Installations Classées dans un délai d'un an.

c) Tous les stockages contenant du chlore ou des liquides inflammables seront cloturés. L'exploitant présentera dans un délai de un an à l'Inspecteur des Installations Classées une étude relative à la protection de l'usine et des installations susceptibles de contenir du chlore ou des liquides inflammables.

TITRE II - Aménagement - Dispositions visant à réduire les conséquences

1) L'exploitant présentera à l'Inspecteur des Installations Classées pour le 31 décembre 1989, une étude technico-économique sur les différentes possibilités permettant de réduire la probabilité et/ou la gravité d'un accident majeur (fuite de chlore au dépotage).

L'étude devra inclure en particulier la possibilité de réaliser le dépotage du chlore dans une enceinte fermée, construite à l'épreuve du feu et mise en dépression, reliée à un dispositif permettant l'absorption et la neutralisation du chlore provenant de fuites accidentelles.

2) Compte-tenu de la proximité du stockage d'hydrocarbures et des canalisations attenantes d'une part et des installations contenant du chlore (vaporisateur, canalisations, etc...) d'autre part, un mur formant écran anti-incendie sera installé entre les deux types d'installations.

d) un dispositif de contrôle de charge :

Ce dispositif pourra être :

- un dispositif de pesage sur jauge de contrainte,
- un dispositif de détection de niveau à flotteur avec transmission magnétique,
- un dispositif à plongeur à tube de torsion étanche,
- une jauge de niveau à rayonnement,
- un dispositif de détection de niveau à sondes capacitatives.

e) un dispositif de détection permettant de constater que la charge de l'enceinte ne dépassera pas 1.250 tonnes par mètre cube de capacité. Ce dispositif pourra être :

- une alarme sur le dispositif de pesage,
- une alarme de niveau haut sur la mesure de niveau,
- une alarme de niveau haut sur la transmission magnétique ou à rayonnement.

2) Canalisations

a) toutes dispositions seront prises pour que dans une canalisation destinée à transporter du chlore gazeux ne puissent se produire des phénomènes de liquéfaction.

b) les canalisations doivent être à l'abri de tout risque d'incendie ou d'explosion, que ce risque existe ou qu'il provienne d'une installation extérieure.

De même, il faudra éviter tout danger extérieur comme par exemple celui qui est lié au voisinage d'une autre installation ou d'une ligne électrique à haute tension.

c) toutes les canalisations, qu'elles soient aériennes ou enterrées, doivent faire l'objet d'une protection efficace contre la corrosion extérieure.

En cas de calorifugeage, les spécifications à retenir sont les suivantes :

- non inflammabilité,
- inertie chimique vis-à-vis du chlore liquide ou gazeux,
- étanchéité vis-à-vis de l'humidité,
- protection contre les chocs mécaniques.

d) les supports fixés dans des fondations leur assurant une bonne rigidité

Ils seront isolés des canalisations par un matériau résistant mécaniquement et thermiquement pour éviter leur givrage.

TITRE III - Urbanisme

1) Constructions extérieures

Sont visées par le présent arrêté et désignées ci-après comme constructions extérieures" :

- les locaux habités ou occupés par des tiers s'ils sont situés à l'extérieur de l'établissement où est manipulé le chlore,
- toutes voies de communication routières ou ferrées autres que les voies de desserte dudit dépôt.

Parmi celles-ci sont désignées comme "constructions extérieures sensibles" les constructions suivantes :

- les immeubles de grande hauteur,
- les établissements recevant du public,
- les autoroutes et les routes à grande circulation au sens de l'article R.26 du Code de la Route.

2/ Distances d'isolement

Les distances d'isolement minimales applicables entre les enceintes contenant plus d'un tonne de chlore et les constructions extérieures nouvelles sont conformes au tableau suivant :

- 500 mètres - sauf pour les établissements occupés par des tiers à raison de moins de 2 personnes pour 500 m²,
- 1 000 mètres pour les installations sensibles.

3/ Respect des distances d'isolement en cours d'exploitation

L'exploitant s'assure du maintien des distances d'isolement prévues par le présent arrêté par tous moyens, en particulier :

- acquisition de terrains ou de servitudes amiables sur les terrains,
- inscriptions des dispositions nécessaires, en liaison avec l'autorité responsable, dans des documents d'urbanisme opposables aux tiers.

TITRE IV - Autosurveillance - Contrôle

Nonobstant les dispositions réglementaires ou existantes, les mesures suivantes seront réalisées :

a) examen visuel hebdomadaire des canalisations et de leurs abords. Une attention particulière sera apportée aux points suivants :

- points de givrage ou de détérioration du calorifuge,
- modifications intervenues à proximité de ou sur la canalisation et pouvant présenter un risque.

b) un contrôle périodique dont la périodicité ne devrait pas dépasser un an portera sur les points suivants :

- contrôle de l'épaisseur de la paroi des canalisations ou enceintes par sondage et suivant une carte préétablie,

- vérification des équipements ; robinets, vannes, soupapes, notamment et mise en place d'une procédure de remplacement systématique avant qu'ils ne risquent de devenir défectueux,

- vérification du dispositif de traçage en cas d'utilisation en phase gazeuse,

- contrôle spécifique des supports.

Les résultats de ces contrôles seront portés dès leur réalisation à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées avec tous les éléments d'appréciation complémentaires.

Les procédures moyens et actions d'intervention seront définies dans le plan d'opération interne qui sera périodiquement mis à jour.

TITRE V - Information des populations

L'exploitant distribuera à la population par l'intermédiaire des municipalités concernées dans un rayon de 5 km, une plaquette d'information explicitant les principales dispositions à observer en cas d'accident.

Cette plaquette sera soumise avant sa distribution à la Direction Régionale de l'Industrie et de la Recherche et aux services de la Protection Civile.

Cette information sera réalisée dans un délai d'un an à dater de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2.- Il pourra être prescrit ultérieurement par arrêté préfectoral toutes autres mesures ou dispositions additionnelles aux conditions ci-dessus énoncées qui seraient reconnues nécessaires dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publique.

ARTICLE 3.- Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

.../...

ARTICLE 4. - La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

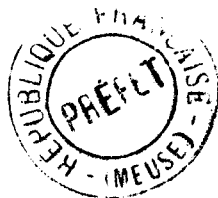
ARTICLE 5. - Le Secrétaire Général de la Préfecture,
le Sous-Préfet de VERDUN,
le Maire de VERDUN,
le Directeur Régional de l'Industrie et de la Recherche,
l'Ingénieur Subdivisionnaire des Mines, Inspecteur des Installations
Classées,
le Directeur départemental de l'Equipeement,
le Directeur départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
le Directeur départemental du Travail et de l'Emploi,
le Directeur départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
le Directeur départemental des services d'Incendie et de Secours,
le Chef du service interministériel des Affaires Civiles et Economi-
ques de Défense et de la Protection Civile,
le Chef du service départemental de l'Architecture,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera transmise pour notification à M. le Directeur Général du département Baleyecourt de la Société ICI FRANCE.

Une copie du présent arrêté est déposée à la mairie de VERDUN et mise à la disposition de tout intéressé, un extrait énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée sera affiché à la mairie pendant une durée minimum d'un mois, procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire. Le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans le dépôt par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un avis sera inséré par les soins du Préfet et aux frais de la Société ICI FRANCE à VERDUN dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département.

BAR LE DUC, le 30 JUIN 1988



le Préfet,
Pour le Préfet,
le Sous-Préfet de VERDUN

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'Ayrolles'.

Charles AYROLLES